

## PENPA TSERING ÉLU PRÉSIDENT DES TIBÉTAINS EN EXIL

PENPA TSERING EST DEvenu LE NOUVEAU PRÉSIDENT, OU SIKYONG, DE L'ADMINISTRATION CENTRALE TIBÉTAINE (ACT), LE GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE DE FACTO DES TIBÉTAINS EN EXIL.



Le 14 mai, la commission électorale de l'ACT a annoncé que Penpa Tsering avait officiellement remporté le second tour des élections pour les Tibétains en exil, organisé à travers le monde le 11 avril dernier. Selon la commission, le taux de participation a été de 77,02 %, un record.

Ancien président du Parlement tibétain en exil et ex-représentant du Bureau du Tibet à Washington, Penpa Tsering est le troisième dirigeant tibétain élu directement depuis la retraite politique du Dalaï-lama en 2011. Le 27 mai, il a prêté serment à Dharamsala lors d'une cérémonie en toute simplicité, à laquelle seul un groupe restreint de dignitaires a pu assister compte tenu des mesures de confinement en vigueur en Inde dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le Dalaï-lama a également fait une brève allocution à distance: il a fait l'éloge de la démocratie tibétaine, a remercié chaleureusement le Sikyong sortant, Lobsang Sangay, pour ses services et a

adressé ses meilleurs vœux à Penpa Tsering.

À la suite de cette cérémonie officielle, Penpa Tsering a prononcé [un discours d'investiture](#). Il y a exposé les grands axes de son mandat: la résolution du conflit sino-tibétain, le renforcement du régime démocratique et le bien-être économique et social de la communauté.

Les félicitations affluent du monde entier, notamment de la part de groupes de soutien au Tibet et de parlementaires, dont le groupe d'intérêt sur le Tibet au Parlement européen.

International Campaign for Tibet souhaite également « *Tashi Delek* » à Penpa Tsering et lui adresse ses plus sincères félicitations. Nous nous réjouissons de pouvoir travailler avec son équipe à la concrétisation de la vision du Dalaï-lama et des aspirations du peuple tibétain.



### DANS CETTE ÉDITION

- 1 Penpa Tsering élu président des Tibétains en exil
- 2 Les violations des droits de l'homme au Tibet évoquées dans la déclaration conjointe du sommet UE-États-Unis
- 3 ICT et des parlementaires appellent au boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022 en Chine
- 4 Le Parlement européen suspend l'accord global sur les investissements avec la Chine
- 5 Une commission du parlement allemand demande à la Chine de respecter les droits de l'homme des Tibétains
- 6 Répression chinoise contre des militants de premier plan dans le comté de Serthar
- 7 À Lhasa, les Tibétains enjoins de restreindre leurs pratiques religieuses pendant le mois sacré
- 8 Le point sur les prisonniers politiques
- 9 Suggestion de lecture
- 10 Événements à venir
- 11 Tibet Talks



INTERNATIONAL  
CAMPAIGN  
FOR TIBET

#### ICT EUROPE

Funenpark 1D  
1018 AK Amsterdam,  
The Netherlands  
Phone: +31 (0)20 3308265  
Fax: +31 (0)20 3308266  
[icteurope@savetibet.nl](mailto:icteurope@savetibet.nl)

#### ICT BRUSSELS

15, rue de la linière  
1060 Brussels  
Belgium  
Phone: +32 (0)2 609 44 10  
Fax: +32 (0)2 609 44 32  
[info@savetibet.eu](mailto:info@savetibet.eu)

#### ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163  
10435 Berlin  
Germany  
Tel.: +49 (0)30 27879086  
Fax: +49 (0)30 27879087  
[info@savetibet.de](mailto:info@savetibet.de)

#### ICT

1825 Jefferson Place, NW  
Washington, DC 20036  
United States of America  
Phone: +(1) 202-785-1515  
Fax: [202] 785-434  
[info@savetibet.org](mailto:info@savetibet.org)

## LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU TIBET ÉVOQUÉES DANS LA DÉCLARATION CONJOINTE DU SOMMET UE-ÉTATS-UNIS

DANS LA DÉCLARATION CONJOINTE PUBLIÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS À L'ISSUE DE LEUR SOMMET, QUI S'EST TENU À BRUXELLES LE 15 JUIN DERNIER, LES DEUX PARTIES ONT SOULIGNÉ LEURS PRÉOCCUPATIONS COMMUNES CONCERNANT LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LA CHINE, NOTAMMENT AU TIBET.



Ursula von der Leyen, Joe Biden et Charles Michel au sommet UE-États-Unis, le 15 juin. (Photo : Commission européenne)

Dans leur déclaration conjointe, Bruxelles et Washington se sont engagées à «se concerter et coopérer étroitement» sur leurs approches pluridimensionnelles respectives mais «similaires» à l'égard de la Chine et à «continuer de se coordonner en ce qui concerne leurs préoccupations communes, notamment les violations

des droits de l'homme en cours au Xinjiang et au Tibet, l'érosion de l'autonomie et des processus démocratiques à Hong Kong, la coercition économique, les campagnes de désinformation et les questions de sécurité régionale».

«Quand il s'agit des droits de l'homme et de la dignité humaine, nous sommes des rivaux systémiques», a déclaré Ursula von der Leyen au sujet de la Chine lors de la [conférence de presse](#) qui s'est tenue à la suite du sommet. «Nous devons nous prononcer sur ces questions et, à l'évidence, il s'agit de notre principal point de contention.»

Il s'agissait de la première visite en Europe du nouveau président américain depuis son élection ainsi que de son premier sommet UE-États-Unis en tant que président. Le Parlement européen a invité l'Union européenne à renforcer sa coordination et sa coopération avec les États-Unis dans le cadre d'un dialogue transatlantique sur la Chine, en adoptant notamment une démarche coordonnée à l'égard des mesures de lutte contre les violations des droits de l'homme.

[Cliquez ici pour lire la déclaration du sommet UE-États-Unis \(en anglais uniquement\).](#)

## ICT ET DES PARLEMENTAIRES APPELLENT AU BOYCOTT DIPLOMATIQUE DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 2022 EN CHINE

EN VUE DE LA TENUE DES JEUX OLYMPIQUES DE 2022, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET APPELLE LES GOUVERNEMENTS ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES À PRENDRE PUBLIQUEMENT POSITION SUR LA NÉCESSITÉ IMPÉRIEUSE QUE LA CHINE RESPECTE LES DROITS DE L'HOMME SUR SON TERRITOIRE, AU XINJIANG, AU TIBET ET À HONG KONG.

Dans une note écrite soumise en vue d'une audition conjointe de la Commission des droits de l'homme Tom Lantos et de la Commission exécutive du Congrès des États-Unis sur la Chine en mai dernier, ICT a déclaré que la décision d'accorder les Jeux olympiques à Pékin « était une erreur qui passait sous silence la dégradation de la situation des droits de l'homme ». ICT s'est jointe à d'autres parties prenantes pour demander au Comité international olympique (CIO) de s'acquitter de son obligation de vérifier que la Chine respecte le code d'éthique du CIO et les engagements qui en découlent, et pour appeler



les gouvernements à organiser un boycott diplomatique des Jeux de 2022 si la Chine devait camper sur ses positions.

À l'occasion de la Journée olympique mondiale célébrée le 23 juin, ICT a participé à une «Journée mondiale d'action» aux côtés de défenseurs chinois des droits de l'homme, de Tibétains, d'Ouïghours, de Hongkongais, de Mongoles du sud et de Taïwanais, avec des manifestations organisées dans le monde entier, et notamment à Bruxelles, pour protester contre les JO en raison des graves violations des

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

droits de l'homme perpétrées en Chine.

De plus en plus d'appels à un boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver 2022 se font aussi entendre au sein des parlements du monde entier. Dans une déclaration énumérant des mesures législatives coordonnées à cet égard, l'Alliance interparlementaire sur la Chine (*Inter-*

*Parliamentary Alliance on China*) a souligné que les Jeux étaient une «*célébration commune du sport, de l'amitié et de la solidarité*» incompatible avec la tenue de l'événement «*dans un pays dont le gouvernement fait l'objet d'accusations crédibles de crimes atroces commis envers son propre peuple. Ce choix jette le discrédit sur les valeurs du Mouvement olympique et nuit à sa vocation.*» Le 10 juin, le Sénat de la République tchèque a également

adopté une résolution qui invite les dirigeants et représentants politiques tchèques à boycotter les JO au vu des «*graves*» violations des droits de l'homme perpétrées par la Chine, notamment au Tibet.

[Cliquez ici pour lire l'intégralité de la note écrite soumise par ICT.](#)

## LE PARLEMENT EUROPÉEN SUSPEND L'ACCORD GLOBAL SUR LES INVESTISSEMENTS AVEC LA CHINE

**LE PARLEMENT EUROPÉEN A DÉCIDÉ DE SUSPENDRE L'ACCORD GLOBAL SUR LES INVESTISSEMENTS (AGI) ENTRE L'UE ET LA CHINE, UNE DÉCISION QUI VIENT CONFIRMER LA TENSION DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PARTIES.**

Cette mesure est la conséquence de [l'imposition de sanctions par Pékin](#) en mars dernier contre plusieurs entités, universitaires et législateurs européens (dont cinq eurodéputés). Ces sanctions étaient une réaction à celles imposées par l'UE à plusieurs représentants chinois en raison de leur implication dans des violations des droits de l'homme commises à l'encontre des Ouïghours.

Dans une [résolution](#) adoptée le 20 mai à une majorité écrasante, les eurodéputés ont vivement critiqué les contre-sanctions chinoises

qu'ils considèrent comme une attaque infondée contre les libertés fondamentales et la vie démocratique de l'UE et de ses États membres. Ils ont subordonné «*à la levée des sanctions par la Chine l'examen de l'accord sur les investissements par le Parlement, sans préjudice de l'issue du processus de ratification de celui-ci*». Ils ont également rappelé à la Commission européenne que le Parlement tiendrait compte de la situation des droits de l'homme en Chine au moment d'approuver l'AGI.

Dans cette résolution, le Parlement européen

a en outre souligné «*l'engagement progressif des dirigeants du Parti communiste chinois dans une logique de confrontation, dont témoignent également les campagnes de désinformation et de cyberattaques dont l'Union est la cible*». Il a par ailleurs réitéré «*sa plus vive préoccupation*» à l'égard des diverses atteintes aux droits de l'homme commises en Chine, notamment la persécution de groupes ethniques et religieux, tels que les Ouïghours, les Tibétains et les Mongoles, et il a exhorté les États membres à suspendre les traités d'extradition conclus avec la Chine.

## UNE COMMISSION DU PARLEMENT ALLEMAND DEMANDE À LA CHINE DE RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME DES TIBÉTAINS

**LE 19 MAI, LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU PARLEMENT ALLEMAND A PUBLIÉ UNE DÉCLARATION, DANS LAQUELLE ELLE DÉNONCE VIVEMENT LES POLITIQUES MENÉES PAR LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS AU TIBET.**

Adoptée par la coalition au pouvoir formée par la CDU/CSU et le SPD, ainsi que par les partis de l'opposition (FPD et Alliance 90/ Les Verts), cette déclaration commémore la signature de l'accord controversé en 17 points entre la Chine et le Tibet.

Dans cette déclaration, «*la Commission exhorte le gouvernement chinois à mettre*

*fin immédiatement à la répression du peuple tibétain et à renouer le dialogue avec les représentants légitimes des Tibétains. [...] La Commission n'aura de cesse d'évoquer ces atteintes aux droits de l'homme et d'exiger une amélioration de la situation à cet égard en Chine.*»

International Campaign for Tibet salue la

déclaration sans ambages de la Commission et appelle l'attention sur l'urgence de la situation au Tibet ainsi que sur la nécessité de trouver une solution fondée sur la voie médiane prônée par le Dalai-lama.

[Cliquez ici pour lire une traduction en anglais de la déclaration](#) (la version originale en allemand est disponible [ici](#)).

## RÉPRESSION CHINOISE CONTRE DES MILITANTS DE PREMIER PLAN DANS LE COMTÉ DE SERTHAR

DANS LE CADRE DE CE QUI S'APPARENTE À UNE CAMPAGNE DE RÉPRESSION CONTRE DES MILITANTS DANS L'EST DU TIBET, SIX TIBÉTAINS ONT RÉCEMMENT ÉTÉ PLACÉS EN DÉTENTION PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ CHINOISES DANS LE COMTÉ DE SERTHAR, DANS LA PROVINCE DU SICHUAN.



Seynam, Drubpa Kyab, Yudrum et Tsering Dolma.

Les quatre personnes dont l'identité est connue avaient déjà été détenues ou emprisonnées pour avoir exprimé pacifiquement leurs convictions politiques ou sociales. Chacune avait dénoncé ouvertement les politiques répressives menées par le gouvernement chinois au Tibet.

printemps 2008, et une deuxième fois en 2012. (De plus amples informations sur chacune de ces personnes sont disponibles dans notre rapport [ici](#).)

Bien que des sources en exil aient confirmé leur placement en détention, les raisons de cette série d'arrestations ciblées restent inconnues. On ne sait pas non plus si elles s'inscrivent dans le cadre d'une quelconque campagne. D'après ICT, les forces de sécurité chinoises pourraient avoir pris des mesures préventives de répression contre les militants tibétains afin de «maintenir la stabilité» à l'approche du centenaire du Parti communiste chinois, qui sera célébré en juillet.

Sur les six personnes arrêtées, seules quatre ont été identifiées. Le 23 mars 2021, les autorités chinoises ont arrêté Seynam (aussi connu sous le nom de Ruepa), Drubpa Kyab et Yudrum. Tous trois ont été arrêtés aux alentours de 17h30 (heure locale), à différents endroits du comté de Serthar. Tsering Dolma et deux autres Tibétains non identifiés ont ensuite été arrêtés séparément entre le 31 mars et le 2 avril.

Par exemple, Seynam, enseignant et écrivain, fervent défenseur de l'éducation tibétaine et de la protection de l'environnement, a été brièvement détenu en septembre 2020 pour avoir participé à un « Forum sur le bien-être des parents au pays des neiges ». Tsering Dolma a quant à elle été arrêtée pour la première fois en 2008, en même temps que son père, pour avoir participé au soulèvement du peuple tibétain contre l'oppression chinoise au

International Campaign for Tibet est préoccupé par la détention de ces six Tibétains, sachant que ces arrestations sont plus que probablement liées à leur militantisme politique ou à la simple expression d'une pensée indépendante.

## À LHASA, LES TIBÉTAINS CONTRAINTS DE RESTREINDRE LEURS PRATIQUES RELIGIEUSES PENDANT LE MOIS SACRÉ

L'ASSOCIATION DES BOUDDHISTES DE LHASA, SOUS LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT, A DEMANDÉ INSTAMMENT AUX BOUDDHISTES TIBÉTAINS VIVANT DANS LA CAPITALE TIBÉTAINE DE RESTREINDRE LEURS ACTIVITÉS RELIGIEUSES TRADITIONNELLES PENDANT LE MOIS SACRÉ DE SAGA DAWA, QUI A COMMENCÉ LE 12 MAI.

Si l'[avis publié par l'Association](#) le 9 mai n'interdit pas catégoriquement les pratiques religieuses, il demande aux Tibétains de «ne pas effectuer la circumambulation du Potala, du Barkhor et du Lingkhör» et de «se rendre en pèlerinage dans le lieu le plus proche et le plus pratique». Il enjoint par ailleurs aux monastères de «pratiquer les activités religieuses habituelles sous leur forme la plus simple». Radio Free Asia a en outre

[signalé](#) que les horaires d'ouverture du temple de Jokhang à Lhasa avaient été drastiquement réduits pour les bouddhistes pratiquants ne leur laissant plus que trois heures et demie de visite, alors que le site de pèlerinage principal restait ouvert deux fois plus longtemps pour les touristes.

L'avis du 9 mai précise que le motif de ces limitations est le risque «très élevé» de

transmission de la COVID-19 au vu de la situation dans «certains pays voisins» et du nombre de «cas importés» qui continuent d'être enregistrés en Chine.

Ces mises en garde sont émises alors que le gouvernement chinois n'a pas décidé d'empêcher les touristes chinois de visiter le Tibet et qu'il s'est même targué d'un pic de tourisme pendant la

> SUITE PAGE 5

> SUITE DE LA PAGE 4

pandémie : Xinhua, l'agence de presse de l'État, [a fait remarquer le 7 mai](#) qu'en dépit de la crise sanitaire, le nombre de touristes se rendant dans la Région autonome du Tibet «*avait fait un bond au premier trimestre 2021 par rapport à la même période en 2019.*»

Les autorités chinoises semblent ainsi se servir de la situation sanitaire comme prétexte pour continuer à réduire la liberté dont devraient jouir les bouddhistes tibétains dans la pratique de leur religion. Au cours des dernières années, elles avaient déjà [imposé des restrictions](#) afin de limiter les activités religieuses des bouddhistes tibétains lors du Saga Dawa.



Des pèlerins à Lhasa. (Photo : Richard Mortel-CC-BY-2.0).

## LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

### RINCHEN TSULTRIM

**AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020, RINCHEN TSULTRIM A ÉTÉ CONDAMNÉ À QUATRE ANS ET DEMI DE PRISON APPAREMMENT POUR AVOIR EXPRIMÉ PACIFIQUEMENT SES OPINIONS SUR LE RÉSEAU SOCIAL CHINOIS WECHAT, SELON DE NOUVELLES INFORMATIONS CONFIRMÉES PAR DES SOURCES TIBÉTAINES EN EXIL.**



Ce moine âgé de 29 ans avait d'abord [été détenu au secret pendant plus d'un an](#) depuis l'automne 2019. Le 26 mars 2021, le Bureau de sécurité publique de Ngaba (en chinois : Aba) a annoncé à la famille de Rinchen Tsultrim qu'il avait été condamné à quatre ans et demi de prison et qu'il était détenu dans une prison de la ville de Chengdu. Même si sa peine est

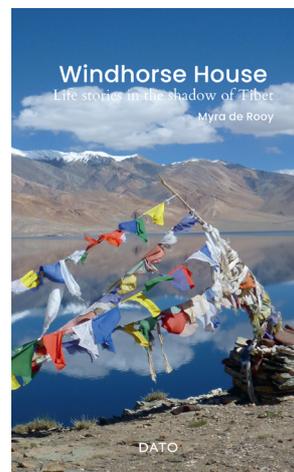
désormais connue, aucun détail sur les charges d'accusation, la date de son procès et le tribunal ayant prononcé le jugement n'a pu être confirmé.

En 2018, Rinchen Tsultrim a reçu deux avertissements officiels de la part du Bureau de sécurité publique du comté lui enjoignant de cesser de critiquer ouvertement sur internet les politiques chinoises. Son site web personnel, «*Scepticisme sur le Tibet*» (en tibétain), a été fermé, puis Rinchen a été placé sous surveillance, en ligne et hors ligne.

International Campaign for Tibet est d'avis qu'il a été accusé d'*«incitation au séparatisme»* et craint qu'il ne soit détenu uniquement pour avoir exprimé ses opinions pacifiquement. ICT demande sa libération immédiate ; sa famille et ses avocats devraient pouvoir le contacter et il devrait pouvoir bénéficier de soins médicaux si nécessaire.

## SUGGESTION DE LECTURE

### WINDHORSE HOUSE - LIFE STORIES IN THE SHADOW OF TIBET, PAR MYRA DE ROOY



a rencontré leurs familles. Au détour des villages, des tentes de nomades et des monastères qui ponctuent la route de Lhasa, Myra de Rooy donne vie aux récits de ces réfugiés.

Géologue, alpiniste et écrivaine, Myra de Rooy a travaillé auparavant pour ICT pendant plus de quinze ans. Fascinée par la montagne et ses habitants, elle a fait plusieurs voyages en solitaire dans des zones reculées au Tibet, au Ladakh, au Népal et en Scandinavie. *Windhorse House* a d'abord été publié en néerlandais. ICT a fait en sorte que cet ouvrage puisse être traduit en anglais, afin que les histoires de vie de ces anciens prisonniers politiques puissent être racontées dans le monde entier.

À Dharamsala, lieu d'exil du Dalaï-lama, Myra de Rooy a rencontré huit anciens prisonniers politiques tibétains, qui lui ont raconté l'histoire poignante de leur vie : ils ont refusé de se soumettre à l'occupation chinoise et ont fait preuve de courage et de détermination. Leurs témoignages mettent en lumière l'histoire récente des Tibétains, dans l'ombre de l'oppression chinoise. L'écrivaine s'est rendue sur leur terre natale au Tibet et

*Cliquez [ici](#) pour commander cet ouvrage. (N.B : la page est en néerlandais, mais le livre vendu est la traduction anglaise de la version originale néerlandaise publiée il y a quelques années).*

## ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **21 JUIN-15 JUILLET** : 47<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies et adoption du rapport de l'Examen périodique universel du Népal (8 juillet)
- **1<sup>ER</sup> JUILLET** : début de la présidence slovène du Conseil de l'UE
- **1<sup>ER</sup> JUILLET** : 100<sup>ème</sup> anniversaire du Parti communiste chinois
- **6 JUILLET** : 86<sup>ème</sup> anniversaire de Sa Sainteté le Dalai-lama

## TIBET TALKS

### TIBET TALKS EUROPE #12: L'INFLUENCE DE LA CHINE AU NÉPAL ET SES CONSÉQUENCES POUR LES TIBÉTAINS

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET  
présente

## TIBET TALKS EUROPE

### L'influence de la Chine au Népal et ses conséquences pour les Tibétains

Le Népal a longtemps été un refuge et un point de passage pour les Tibétains qui fuient la répression en Chine. Mais ces dernières années, l'influence grandissante de la Chine sur son voisin Himalayen et la coopération plus étroite entre les deux pays - y compris en matière de sécurité nationale - a accru la vulnérabilité des Tibétains vivant dans le pays, qui n'ont aucun statut juridique et voient leurs droits et libertés considérablement limités.

Quelle est la nature des relations entre la Chine et le Népal et les intérêts de Pékin dans ce pays ? Et quelle est la situation actuelle des Tibétains au Népal ? Pour ce deuxième épisode des Tibet Talks Europe en français, le Directeur des affaires européennes d'ICT Vincent Metten s'est entretenu avec le journaliste Brice Pedroletti (qui a récemment publié un article à ce sujet), afin de répondre à ces questions

**Cet épisode sera mis en ligne sur :**

- [www.savetibet.nl/live](http://www.savetibet.nl/live)
- [la page Facebook d'ICT Brussels](#)

le **8 juillet** à l'occasion de l'adoption du rapport de l'Examen Périodique Universel du Népal au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Invité:



**Brice Pedroletti**  
Ancien correspondant à Pékin pour Le Monde et responsable du bureau Asie

Modérateur:



**Vincent Metten**  
Directeur des Affaires européennes, International Campaign for Tibet Europe

Le Népal a longtemps été un refuge et un point de passage pour les Tibétains qui fuient la répression en Chine. Mais ces dernières années, l'influence grandissante de la Chine sur son voisin himalayen et la coopération plus étroite entre les deux pays – y compris en matière de sécurité nationale – a accru la vulnérabilité des Tibétains vivant dans le pays, qui n'ont aucun statut juridique et voient leurs droits et libertés considérablement limités.

Quelle est la nature des relations entre la Chine et le Népal et les intérêts de Pékin dans ce pays ? Et quelle est la situation actuelle des Tibétains au Népal ?

Pour ce deuxième épisode des Tibet Talks Europe en français, le Directeur des affaires européennes d'ICT Vincent Metten s'est entretenu avec le journaliste Brice Pedroletti (qui a récemment publié un [article](#) à ce sujet), afin de répondre à ces questions.

Cet épisode sera mis en ligne sur [www.savetibet.nl/live](http://www.savetibet.nl/live) et la [page Facebook d'ICT Brussels](#) le 8 juillet à l'occasion de l'adoption du rapport de l'Examen Périodique Universel du Népal au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.